

Marseille

En soutien aux Palestiniens, ils désertent les magasins Carrefour

Largement relayé sur les réseaux sociaux, un appel au boycott vise le groupe français. Le collectif BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) dénonce un contrat conclu avec une société israélienne qui "participe à la spoliation des terres palestiniennes"

Quelque chose a changé. Assina le sent bien, dans les rayons de Carrefour Grand Littoral, "il y a considérablement moins de monde qu'avant". Par facilité, la retraitée qui vit à Saint-Henri (16^e) continue d'y faire ses courses mais elle l'avoue, "à chaque fois, je ressens une grande honte...". Honte de ne pas boycotter l'enseigne, comme le fait l'ensemble de son entourage. Ou comment les ripostes israéliennes à l'attaque du Hamas se sont invitées dans les rayons des hypermarchés marseillais...

"Ce qui est dénoncé en premier lieu, c'est un contrat conclu en mars 2022 avec la société israélienne Electra Consumer Products et sa filiale Yeinot Bitan. Un contrat qui doit permettre à Carrefour d'ouvrir des magasins dans les colonies illégales et participer ainsi à la spoliation des terres palestiniennes", expose Juliette Grégoire, l'une des animatrices de la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions), un mouvement mondial implanté en France depuis 2009.

"Un outil de pression"

Un boycott annoncé comme "outil de pression, pas contre les juifs, ni la société israélienne", insiste la charte de BDS. "Et ça fonctionne", avance Juliette Simon. Par exemple, nous venons de remporter une victoire sur Puma. Mi-décembre, la marque avait en effet annoncé qu'elle abandonnait son parrainage historique de la Fédération israélienne de football. Une décision qu'elle assurait avoir prise avant le 7 octobre, dans le cadre d'une nouvelle stratégie. Elle aussi ciblée par un appel au boycott, l'entreprise McDonald's s'était quant à elle fendue d'un communiqué en novembre. En cause, des colis alimentaires distribués aux soldats israéliens: "Toutes les initiatives de nos Master franchisés locaux ont été prises de manière indépendante sans le consentement ni l'approbation de McDonald's", annonçait-elle. Carrefour est loin, donc, d'être la seule marque ciblée par un appel au boycott de BDS, "mais nous y mettons une énergie particulière parce qu'il s'agit d'une enseigne française", ajoute Juliette Simon. Tracts distribués dans les magasins Carrefour, sensibilisation auprès des clients, affiches collées sur les devantures, relais en abondance sur les ré-



Selon plusieurs consommateurs, dans la période précédant les fêtes, Carrefour Grand Littoral a connu une nette baisse de fréquentation. / PHOTO GILLESBADER

seaux sociaux... "Récemment, le #BoycottCarrefour a été le plus tweeté pendant quelques heures", révèle l'animatrice de la campagne BDS. Dans l'Hérault, ce week-end, la communication a même pris la forme d'une manifestation dans un établissement du groupe. Lequel a réagi dans la foulée: "Le groupe Carrefour n'exerce aucune activité directement en Israël. Le contrat de franchise existant est limité au territoire d'Israël et exclut la présence de tout magasin à l'enseigne Carrefour dans les territoires occupés où aucun magasin Carrefour n'est présent."

Plus informés, plus actifs

Une précision qui ne ramènera pas Samia dans les rayons de Carrefour Vitrolles: "Fin 2023, je suis tombée sur une vidéo dans laquelle le groupe qui détient les magasins franchisés communiquait sur la distribution de colis alimentaires aux soldats israéliens. À partir de ce jour, je n'ai plus mis les pieds dans mon hypermarché". Résultat, "je n'achète plus en gros comme je le faisais tous les quinze jours, je fais mes courses plus souvent mais ce n'est pas plus mal", observe Samia.

Pour Nadia, une habitante des Pennes-Mirabeau elle aussi habitée de Carrefour Vitrolles, le changement d'habitudes va jus-

qu'à la façon de se nourrir: "En renonçant à Carrefour, j'en profite pour acheter chez les petits commerçants, des produits locaux et de saison. Les repas de la famille ont changé". Tant pis pour les produits qu'elle ne trouve nulle part ailleurs, finies ses vieilles habitudes dans les rayons fournis de Carrefour Grand Littoral. Lila l'assume, "cette enseigne ne sera plus mon petit chariot". C'est ici pourtant qu'habitait Saint-André (16^e), elle fait ses courses depuis que Grand Littoral existe. 28 ans! "Non seulement j'y ai tous mes repères, mais en plus, je trouve les produits Carrefour d'une qualité très satisfaisante. Mais c'est le moins que je puisse faire."

Un acte engageant

Certes, quelque chose a changé. Si Lila suit depuis des décennies la situation à Gaza, c'est la première fois qu'elle pose un acte aussi engageant dans son quotidien. "Jusqu'ici, on n'était pas si renseignés, on en parlait peu. Mais depuis le 7 octobre, l'attaque terrible du Hamas et les interminables ripostes de l'armée israélienne, ça s'agit beaucoup sur les réseaux sociaux. Les Palestiniens parviennent à communiquer, on ne peut plus fermer les yeux et dire qu'on ne savait pas". Des ripostes qui, selon les derniers chiffres communiqués par

le Hamas, ont fait à ce jour 23 000 morts. "Ils continuent à tuer, tous les jours, des civils, des journalistes, c'est intenable. À titre individuel, tout ce que je peux faire, c'est cette goutte d'eau dans l'océan et si je le pouvais, je le ferais aussi pour les Arméniens qu'on a exilés du jour au lendemain et pour tous les peuples qui vivent une injustice abominable."

La mère de famille précise qu'acheter une marque israélienne ne lui pose pas le moindre souci, mais elle essaie de respecter le boycott de toutes les marques recensées par BDS. Pour autant, dans la famille, "chacun fait ce qu'il veut. Mon mari peut très bien aller à Carrefour, je n'y vois rien à redire, cela doit rester une démarche très personnelle".

Rencontrée dans les rayons de Carrefour Le Merlan, Sonia, la cinquantaine, ne boycotte pas mais comprend ceux qui ont fait ce choix. Frileuse à l'idée d'évoquer le sujet au départ, l'enseignante finit par se confier: "Carrefour est à côté de chez moi, je n'ai pas le temps de faire autrement ce qui ne m'empêche pas d'être solidaire du peuple palestinien, tout en étant tout à fait opposée aux actions du Hamas. Je me sens toujours obligée de le préciser lorsque j'aborde le sujet." Sonia se dit horrifiée par les ripostes israéliennes "précisé-

"Chacun fait ce qu'il veut, mon mari peut très bien aller à Carrefour, je n'y vois rien à redire, cela doit rester une démarche très personnelle."

ment parce qu'elles touchent à des civils". Du reste, "je suis épuisée d'entendre à longueur de journée que les musulmans sont globalement antisémites, c'est très grave et particulièrement faux de dire une chose pareille. Les musulmans sont juste globalement solidaires des Palestiniens parce qu'ils vivent un drame épouvantable." Carrefour ne souhaitait pas s'exprimer sur l'impact précis de ces résolutions dans les rayons de l'enseigne, difficile d'avancer la moindre conclusion. Pendant les fêtes, les files d'attente aux caisses n'étaient pas négligeables dans les hypermarchés marseillais. Peut-être la période n'était-elle pas des plus représentatives...

Nadia TIGHIDET

"Si je le pouvais, je le ferais aussi pour les Arméniens qu'on a exilés du jour au lendemain et pour tous les peuples qui vivent une injustice abominable."

LILA, ANCIENNE CLIENTE DE CARREFOUR GRAND LITTORAL



À Carrefour Le Merlan, un message "Palestine vivra" était accroché aux caddies pour sensibiliser les consommateurs. / PHOTO L.M.

LE REVERS DE LA DÉMARCHÉ

"Boycotter, ce serait pénaliser des salariés"

Très renseigné sur la question, Abdel, rencontré récemment à Grand Littoral, a fait un tout autre choix que celui du boycott. "Je me refuse à boycotter Carrefour ni aucune autre marque, de crainte que cela ne pénalise des Palestiniens sur place qui pourraient perdre un travail." Abdel y a longuement réfléchi. Sa façon à lui de soutenir les Palestiniens, c'est de se tenir informé au quotidien. "Je regarde beaucoup de vidéos communiquées depuis Gaza, ces parents avec les corps de leurs enfants morts dans les bras, c'est insoutenable, dit-il

au bord des larmes. Mais il faut regarder la vérité en face et partager leur souffrance." Rencontrée dans la galerie marchande du Merlan, Sophie, 46 ans, dit elle aussi regarder ces mêmes images. "Je ne pense qu'à ça, ça me déprime beaucoup." Mais si elle se refuse à boycotter Carrefour, c'est pour une toute autre raison. "Récemment, en faisant mes courses, j'ai été interpellée par des salariées en grève qui s'inquiétaient du passage de Carrefour Le Merlan en location-gérance", décrit cette habitante de Saint-Mitre (13^e).



Sur la devanture de Carrefour Le Merlan, des affiches appelant au boycott de la marque. Elles ont été retirées depuis la prise de cette image. / PHOTO L.M.

"Je ne pense qu'à ça, ça me déprime beaucoup."

SOPHIE, 46 ANS, CLIENTE DE CARREFOUR LE MERLAN

"Boycotter le magasin, ce serait fragiliser des Marseillais qui bossent dur pour nourrir leur famille." Sur ce point, Carrefour explique son choix de location-gérance par la volonté "d'éviter la fermeture d'hypermarchés en difficulté". Depuis 2018, 64 hypermarchés sont ainsi passés en location-gérance en France, dont Vitrolles, Grand Littoral, Port-de-Bouc et Bonneveine pour les Bouches-du-Rhône. Cela aurait permis de maintenir ouverts ces établissements.

N.T.